

LA UNE Vous et les activités encadrées extrascolaires

Quelles activités ont été proposées aux enfants pendant la crise sanitaire ? La baisse de fréquentation constatée en accueil de loisirs concerne-t-elle également les activités encadrées extrascolaires (sport, musique, etc.) ? Malgré le contexte sanitaire, les parents qui inscrivent leurs enfants en centre de loisirs et activités périscolaires en sont-ils satisfaits ? Plus généralement, quels sont les freins à l'accès à ces temps d'accueil ? Depuis 2014, la CNAF interroge à intervalles réguliers les parents d'enfants âgés de 3 à 10 ans scolarisés en maternelle ou en élémentaire sur leurs opinions concernant l'accueil périscolaire, le centre de loisirs et les activités encadrées en club ou en association. Le 11 octobre 2022, à l'initiative de l'INJEP, Cécile Ensellem, chargée de recherche et d'évaluation à la Caisse nationale des Allocations familiales (CNAF) et Arnaud Crépin, directeur d'études à l'Institut d'études & conseils TMO, ont présenté [les principaux résultats du baromètre des temps et activités péri et extrascolaires 2021 publié par la CNAF](#).

Vous pourrez retrouver ici en lien le [diaporama de présentation](#) utilisé par les intervenants lors de l'évènement, une [bibliographie](#) conçue pour l'occasion par le centre de ressources de l'INJEP, et si vous le souhaitez, l'intégralité de ce [Rendez-vous de la Doc sur Youtube](#).

CITOYENNETE / ENGAGEMENT

Chiffres à la une

L'INJEP encore, diffuse ces quelques chiffres, intéressants à connaître et qui peuvent susciter quelques réflexions sur la réalité de l'engagement des jeunes.

- ✓ [82 % des collégiens envisagent d'être bénévole dans une association.](#)
- ✓ [Les 10 % de meilleurs élèves ont 2 fois plus de chances d'être délégué de classe que les 10 % d'élèves aux acquis plus fragiles.](#)
- ✓ [33 % des collégiens descendants d'immigrés originaires d'Afrique subsaharienne ont été délégués de classe depuis leur entrée en 6^e.](#)
- ✓ [1/4 des élèves de 13 ou 14 ans ont été délégués de classe depuis leur entrée en 6^e.](#)

La présidente de l'Assemblée nationale et les conseillers municipaux enfants

Visite surprise pour les 150 enfants conseillers municipaux des CME du Grand Nancy, dont le séminaire à Heillecourt a été interrompu par Yaël Braun-Pivet en personne, présidente de l'Assemblée nationale. La "chefe des députés" en a profité pour les pousser à aller de l'avant. Engagez-vous ! (voir [ici en lien](#) le retour en images et l'article de l'Est Républicain)

Liens connexes :

Retour sur la journée d'études [Citoyenneté et Territoires](#) du 22 octobre 2022 à Nancy (organisée par *Citoyenneté active Lorraine*).

La Fédération des Centres sociaux de France et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville recueillent depuis 2011 la parole des habitants des quartiers populaires (voir notre publication précédente du 30 septembre 2022). La [6^{ème} édition du rapport](#) est en cours et c'est dans ce cadre qu'est programmé le [partage d'expériences le 24 novembre 2022](#) au centre social la Clairière à Nancy avec le sociologue Albert Ogien en grand témoin.

JEUNESSE

Le collectif Jeunes en Meuse

La [constitution du collectif Jeunes en Meuse](#) fait suite à la Grande enquête et aux rendez-vous entre jeunes et élus départementaux, lesquels ont permis de recueillir des points de vue, idées, envies, mais aussi d'arrêter certains choix pour favoriser la prise de parole des 11-29 ans. Il s'agit maintenant de porter des actions citoyennes (place des jeunes dans le débat public), des événements qui rassemblent (sportifs, festivals), d'agir concrètement sur le champ des solidarités, de la mobilité, du sport, de la culture, ou encore de l'environnement. Comment participer au collectif Jeunes en Meuse ? On peut [s'inscrire ICI](#). Le groupe, composé d'une quarantaine de représentants, tiendra compte de certains critères : mixité géographique, âge, sexe... afin de constituer un groupe représentatif en capacité de décider.

Le "coup de grâce" : des ados mettent des mots sur leurs maux (Marne)

Le 13 octobre 2022, c'était le clap de fin pour "[Le coup de grâce](#)", pièce de théâtre qui aborde le délicat sujet des conduites à risque et du mal-être des jeunes, mais aussi de toutes les problématiques liées à cette période de la vie qu'est l'adolescence. Proposé par le Département de la Marne, écrit et interprété par la Compagnie du Sans Souci, ce spectacle est un outil de prévention qui permet d'ouvrir le dialogue avec les jeunes. Des temps d'échange avec des professionnels de l'adolescence étaient prévus à l'issue de chaque représentation. Ils ont permis de toucher 3000 spectateurs dont 2000 collégiens et lycéens et 1000 parents et adultes.

Moselle e-talents. Explorez la e-dimension !

Le Département de la Moselle invite à [la rencontre de la jeunesse mosellane innovante](#), audacieuse et connectée les 26 et 27 novembre 2022 aux Arènes de Metz ! Cet événement départemental rassemble l'ensemble des partenaires jeunesse du territoire afin de valoriser toutes les initiatives et les innovations des jeunes mosellans engagés.

Service national universel

"Pour la première fois, le nombre de places ne sera plus limité. Le SNU s'adaptera afin que tous les jeunes Français de 15 à 17 ans qui souhaitent s'engager le puissent", a expliqué dans un communiqué la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées et du ministre de l'Education. Lancé en 2019, le SNU peine encore à convaincre, même si la crise sanitaire n'a pas aidé à son développement. Ce projet est loin de faire l'unanimité parmi les syndicats lycéens et dans les armées, déjà très employées sur de multiples fronts. A terme, le gouvernement voudrait rendre obligatoire ce dispositif. [Lire l'article](#).



PARENTALITE

Les "maisons des 1000 premiers jours" dans l'Aube

Le Département de l'Aube, la Caisse d'allocations familiales de l'Aube et leurs partenaires s'engagent ensemble pour mieux accompagner les parents et rendre visible l'ensemble des ressources à leur disposition dans cette période clé que sont [les 1000 premiers jours de l'enfant](#). La création de "maisons des 1000 premiers jours" devra permettre de mailler sur le territoire aubois des lieux de prévention et de soins, d'information, et de culture, mais aussi des guichets uniques d'accès aux droits... C'est ainsi que [l'ADAD](#) (association départementale d'aide familiale à domicile) de l'Aube a lancé la "bulle parentale" : un lieu de rencontre et d'échange pour jeunes parents, animé par des professionnels, dans un cadre convivial et confidentiel.

Les 1000 premiers jours, période comprise entre la grossesse et les 2 ans de l'enfant, sont une fenêtre de vulnérabilités pour le bébé mais également un moment d'opportunités pour les jeunes parents. Santé publique France a développé le site [1000-premiers-jours.fr](#), premier site de référence sur la santé au cours de cette période des 1000 premiers jours.

Conjugalité et parentalité

L'Udaf des Vosges consacre le grand dossier du dernier numéro (octobre 2022) de sa publication *Familles actuelles et société* à la conjugalité contemporaine. "La conjugalité et la parentalité sont deux dimensions fondamentales des relations familiales. Elles interrogent la place de l'homme, de la femme, du père et de la mère dans le couple et aussi plus largement au sein de la famille. La conjugalité concerne le couple, la vie de deux êtres qui ont ensemble le projet fondateur de partager la vie et de la transmettre. La parentalité concerne, elle, le rôle et la fonction de parent à l'égard d'un individu, que l'on soit parent biologique, adoptif, tuteur ou éducateur."

L'éducation positive : exclusivement ?

Alors que le Conseil de l'Europe songe à déconseiller la mise à l'écart de l'enfant pour le punir (le "time out"), un collectif de 350 spécialistes de l'enfance s'y oppose et propose, dans une [tribune collective](#) publiée le 28 octobre 2022, un autre modèle d'éducation, qui conjugue fermeté et empathie.

Le travail scolaire à la maison

L'Union nationale des associations familiales (Unaf) publie une étude inédite sur "Le travail scolaire à la maison" avec des recommandations. Les "devoirs" sont trop souvent une source de conflits au sein des familles et même, parfois, de tensions avec les enseignants. Mobilisée pour améliorer les relations entre familles et École dans une même communauté éducative, l'Unaf a souhaité savoir, à travers cette étude, ce qui se joue autour du travail scolaire à la maison en croisant les regards des enfants, parents et enseignants. [Lire le communiqué de presse](#). [Voir l'étude](#)

L'enfant à l'hôpital

Lorsqu'on apprend qu'une personne âgée est atteinte d'une maladie incurable qui va la conduire à la mort, la tristesse est présente. Mais elle est accompagnée de ces phrases, qu'on a tous déjà entendues : "c'est la vie", "elle a déjà bien vécu", "c'est l'ordre naturel des choses"...

En revanche, quand il est question d'un enfant, les réactions sont bien différentes. Incompréhension, colère... Pour les proches, et notamment les parents, apprendre qu'il n'y a aucun espoir de guérison et que les années voire les mois sont comptés est synonyme de cataclysme. Une équipe pluridisciplinaire appelée *La Marelle* a été créée en 2013 au CHRU de Nancy, et plus précisément au sein de l'hôpital d'enfants. En plus d'améliorer la qualité et le confort de vie de ses petits patients, à chaque étape de l'évolution de la maladie, elle est source de soutien pour les parents et proches qui font face à l'inacceptable. [Lire l'article](#).

À lire aussi : [Chaque année, 15 nourrissons secoués sont admis au CHRU de Nancy : une pédiatre témoigne](#)



EDUCATION

Stages de 3^{ème}

Les modalités de déploiement de la campagne 2022-2023 "pour des stages de qualité" proposés aux élèves de 3^e de REP et REP+ dans les entreprises, les associations, les administrations, les établissements publics ou les collectivités territoriales viennent d'être précisées dans une circulaire du [6 octobre 2022](#). La circulaire détaille le nombre de stages à offrir par département et par ministère. L'ensemble des offres identifiées devront être déposées sur la plateforme [monstagedetroisieme.fr](#). C'est par cette plateforme notamment que le principal de collège et les professeurs principaux peuvent suivre l'ensemble de leurs élèves, via des espaces personnalisés. [Lire l'article](#).

L'émancipation des filles par le sport

Le 20 septembre dernier, une soixantaine de professionnels-les des Cités éducatives se sont retrouvés-es en visioconférence pour échanger sur l'émancipation des filles et des jeunes filles à travers le sport. Elle était organisée dans le cadre du groupe thématique égalité filles-garçons, en collaboration avec *Villes au Carré* et *Trajectoires Ressources*. [Lire l'article](#).

Appel à projets

Dans le cadre de la programmation FSE + 2021-2027, la DREETS Grand Est a lancé un appel à projets [jeunes appui à la réussite éducative](#) (avant le 18/11/2022).

CNR Education

Le ministère de l'Education nationale a diffusé [sur le site Educsol toute une série de ressources](#), dont un [vade-mecum](#) expliquant comment, pour un établissement scolaire (école, collège, lycée), "engager en local des concertations avec l'ensemble des parties prenantes, aussi bien les équipes éducatives que les différents partenaires de l'école : partenaires associatifs, partenaires économiques, parents d'élèves, élus". Des supports de communication sont également proposés. Le Conseil national de la refondation (CNR), dans son volet thématique Education, portera cette démarche de concertation.

L'ambition est de porter à l'échelle nationale l'expérience "Marseille en grand", opération lancée en septembre 2021 auprès des 59 écoles primaires de Marseille. Selon l'entourage du chef de l'Etat, "Marseille en grand" est même un modèle pour l'ensemble de la démarche du CNR, toutes thématiques confondues (voir page 5).

PROTECTION DE L'ENFANCE

Reportage à charge sur l'ASE

Le nouveau reportage à charge sur l'aide sociale à l'enfance diffusé le 16 octobre 2022 dans le cadre de l'émission [Zone interdite](#) suscite des réactions, pour condamner les défaillances mises en image, mais aussi pour mettre en garde contre toute généralisation et faire valoir le travail mené par les départements et les professionnels. Le Département de Seine-Saint-Denis, visé par le reportage, a réagi par un [long communiqué](#). Départements de France (DF) a, de son côté, réagi par [un communiqué](#) de quatre pages.

La secrétaire d'État Charlotte Caubel a fait savoir que des recrutements et formations seraient lancés pour renforcer les contrôles. Fin septembre a été signée la convention constitutive du nouveau groupement d'intérêt public (GIP) "France Enfance Protégée" qui doit être opérationnel début 2023.

Rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS)

En novembre 2021, un nourrisson âgé de 13 mois décédait dans des circonstances tragiques alors qu'il faisait l'objet d'une mesure de protection de l'enfance. Le [rapport de l'IGAS et de l'IGJ](#) met en évidence un enchaînement de circonstances défavorables et de défaillances. Lire [la présentation sur le site de l'IGAS](#).

Journée internationale des droits de l'enfant

Le 20 novembre 1989, l'ONU adoptait à l'unanimité la Convention relative aux droits de l'Enfant: les droits de chaque enfant du monde étaient désormais reconnus par un traité international, ratifié par 195 Etats. Depuis, le 20 novembre a été déclaré *Journée internationale des droits de l'enfant*. L'Éducation nationale célèbre en 2022 [le 33^e anniversaire de la Convention](#).

Cette journée témoigne de l'engagement de la communauté éducative pour mieux faire connaître le texte de la Convention, les droits qu'il énonce, et valoriser les actions éducatives menées tout au long de l'année. Les enfants ont des droits. Aux adultes de garantir leur respect.

EMPLOI

Les Missions locales ont 40 ans

L'[Union nationale des missions locales](#) a tenu ses Rencontres nationales les 13 et 14 octobre. Elles fêtent cette année les quarante ans de leur existence. Le réseau annonce le "redémarrage" de l'Institut Bertrand Schwartz. Son objectif est d'"être force de proposition auprès du gouvernement". La labellisation des pratiques d'accueil et d'accompagnement des missions locales devrait démarrer l'an prochain. [Lire l'article](#)

LE CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION, MODE D'EMPLOI ([communication officielle](#))

À la suite du Grand débat national et de la consultation citoyenne pour le Climat en 2019-2020, une grande consultation publique s'ouvre aux citoyens dans le cadre du [Conseil national de la refondation \(CNR\), lancé par le chef de l'État le 8 septembre 2022](#). Chacun est invité à participer à la concertation menée dans le cadre du CNR. Citoyens, associations, professionnels, élus peuvent échanger leurs idées et proposer des solutions sur les grandes transitions à venir du pays.

Comment participer ? Il faut [s'inscrire sur le site internet du Conseil national de la refondation](#). Une fois inscrits, les participants seront informés de l'avancement des consultations et des prochains événements près de chez eux par une infolettre. S'ils le veulent, ils pourront également recevoir un guide pour participer à des projets locaux et/ou donner leurs avis sur les thématiques de leur choix.

Sept thématiques nationales sont ouvertes aux contributions en ligne : climat et biodiversité ; générations et vieillissement ; souveraineté économique ; futur du travail ; logement ; jeunesse ; numérique.

Des débats locaux sont aussi proposés, pour le moment sur : l'école (voir page 4) ; la santé. Dans chaque établissement scolaire, dans chaque bassin de santé ou chaque bassin d'emploi, les citoyens et acteurs du secteur pourront se réunir pour porter un projet commun au sein de CNR territoriaux. Ce sont des espaces de concertation et de co-construction de projets. Les concertations pourront déboucher soit sur des solutions ou innovations immédiatement activables car à la main des acteurs (par exemple, les nouveaux services locaux) soit sur des constats de difficultés ou de blocages (réglementaires, financiers) qui pourront être remontés au niveau national.

La préfiguration de France Travail mobilisant les différents acteurs de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'insertion à l'échelle de plusieurs bassins d'emploi s'inscrit également dans le cadre des CNR territoriaux. Il s'agit de co-construire le nouveau service public de l'emploi. Le périmètre de ce CNR sera élargi à d'autres enjeux, notamment l'identification des freins locaux à l'emploi, comme le logement, la formation ou encore la garde d'enfants.

Dans la session d'automne de son 346^{ème} Conseil d'administration qui s'est ouverte le 31 octobre 2022 à Genève, l'OIT (Organisation Internationale du Travail) revient sur les questions découlant de la [110^{ème} session \(2022\) de la Conférence internationale du Travail](#) concernant le travail décent et l'économie sociale et solidaire :

[Résolution concernant l'inclusion d'un milieu de travail sûr et salubre dans le cadre des principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT](#) ; [Résolution concernant l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine session ordinaire de la Conférence d'une question intitulée Apprentissages](#) ; [Résolution concernant la troisième discussion récurrente sur l'emploi](#)



SOLIDARITES

Avis du Conseil national de l'alimentation (CNA) sur la précarité alimentaire

Le CNA s'est autosaisi en 2021 sur le sujet de la précarité alimentaire en s'appuyant sur une démarche de participation citoyenne. [L'avis 91](#), adopté le 19 octobre 2022, est le résultat de ces travaux. Il propose des mesures et orientations pour permettre à chaque personne d'avoir un accès digne à une alimentation suffisante et de qualité, de mieux répondre aux besoins et aux attentes des personnes qui connaissent la précarité alimentaire et d'agir en cohérence avec d'autres objectifs généraux des politiques publiques.

Lire Le [dossier de presse](#) ; le [communiqué de presse](#) ; [Le document "4 pages"](#) (résumé de l'avis).

Lire également [cet article Ouest France / MCE](#) concernant particulièrement la précarité des étudiants, après l'intervention du Président de la République, notamment sur ce sujet, le 26 octobre.

"On mange quoi demain ?"

Le Département de Meurthe-et-Moselle et ses partenaires, acteurs locaux, informent et sensibilisent sur les enjeux d'une alimentation durable auprès du grand public. C'est l'occasion de découvrir des initiatives innovantes. Ateliers, visites, marchés, concerts, spectacles et stands ...

Le Conseil départemental, [Frugali](#) et le Lycée de Pixérécourt ont organisé le 20 octobre 2022 le "[Grand Repas](#)". Cette action (déclinaison locale d'une initiative nationale) a permis, autour d'un moment de convivialité, de sensibiliser aux enjeux d'anti-gaspillage, de circuits courts, de goût et de santé, avec un menu composé par la [coopérative anti-gaspi ARLEVIE](#), à partir de produits de saison du territoire. La suite du Grand repas aura lieu le 14 novembre au Conseil départemental. [Retrouvez le programme complet de novembre ici](#)

A voir également, le [Grand Repas dans la Marne](#).



SANTE

Santé périnatale

La santé périnatale est en souffrance : c'est l'inquiétant constat du premier rapport publié par Santé publique France sur le sujet, le 20 septembre, visant l'évolution de l'état de santé de la femme enceinte, du fœtus et du nouveau-né, sur la période 2010-2019. Reconnaisant tout de même un "niveau élevé et stable de prise en charge", le rapport met en évidence de grandes inégalités territoriales et une évolution "préoccupante" de certains indicateurs, à la fois pour la mère et l'enfant. [Lire l'article](#).

Vous saurez tout sur le Mois sans tabac 2022

Le 1^{er} novembre 2022, Santé publique France et le Ministère de la Santé et de la Prévention, en partenariat avec l'Assurance Maladie, lancent la [7^{ème} édition du Mois sans tabac](#). Cette opération invite les fumeurs à s'engager ensemble dans une démarche d'arrêt du tabac pendant un mois et comptabilisait déjà 100 873 inscrits au 28 octobre 2022. L'accompagnement des fumeurs est primordial dans l'arrêt du tabac, ainsi de nombreux outils sont mis à disposition, notamment sur le [site internet dédié](#) et sur l'application *Tabac info service*. Cette année, pour la première fois, de nombreux artistes seront réunis lors d'une émission de divertissement "Respire, la soirée Mois sans tabac" qui sera diffusée le 18 novembre sur France 3.

Les compétences psychosociales en prévention

Les compétences psychosociales (ou CPS) sont un ensemble de compétences sociales, émotionnelles et cognitives qui ont pour objectifs d'améliorer les relations à soi et aux autres. Facteur clé de la santé globale et de la réussite éducative et sociale, le développement des CPS est une piste stratégique encore insuffisamment développée en prévention et au cœur des enjeux sanitaires, éducatifs et sociaux. Santé publique France publie [un rapport complet sur les CPS](#) en s'appuyant sur l'état des connaissances actuelles pour déployer les compétences psychosociales des enfants et des jeunes. [Lire l'article](#) sur le site de Santé publique France.

Sport santé

Une étude de l'Andes pointe les réalisations de nombreuses collectivités en matière de sport-santé, sur ou sans ordonnance. Mais montre aussi qu'une méconnaissance du sujet et des dispositifs régionaux empêchent encore beaucoup d'entre elles de sauter le pas. Réalisé en deux phases (phase quantitative du 1^{er} février au 31 mars 2022 et phase qualitative du 1^{er} juin au 1^{er} août 2022) auprès de 421 collectivités sollicitées par les réseaux de l'Andes, du label Ville active et sportive et des villes santé de l'OMS, cet état des lieux s'attarde d'abord sur les dispositifs de sport sur ordonnance. On y apprend qu'un tel dispositif existe dans 30% des communes ayant répondu à l'enquête. [Lire l'étude de l'Andes](#). [Lire l'article](#).

Pharmacovigilance

Le [réseau national de pharmacovigilance](#), constitué de 31 centres régionaux, est depuis 50 ans la structure opérationnelle du système français de pharmacovigilance, indépendante de l'industrie pharmaceutique. Les centres sont notamment chargés de recueillir et analyser les déclarations d'effets indésirables des professionnels de santé et des patients et de renseigner les professionnels de santé sur leur territoire d'intervention. Ils assurent leur transmission à l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM). Leur expertise est également mise au service des Agences Régionales de Santé (ARS), des établissements de santé et des services médicosociaux de leur territoire. Ils réalisent des activités de formation, d'information et de recherche en matière de risques médicamenteux et de prévention.

Santé mentale

La revue [Santé mentale](#), dans son numéro d'octobre, publie un dossier réalisé en collaboration avec la Fédération française des Centres ressources pour intervenants auprès des auteurs de violence sexuelle (FFCRIAUS). Dans ce même numéro, elle publie un portrait de soignante Infirmière en pratique avancée (IPA) en santé mentale et psychiatrie au CH Bélair, à Charleville-Mézières. Carole Caristan n'a cessé de développer une expertise clinique exigeante au service des patients et de la profession tout entière. [Lire en pdf](#).

Accès à la santé

Rassemblés au sein du Comité de Liaison Inter Ordres (CLIO), les sept ordres des professions de santé avaient été invités par M. François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention, et Mme Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, à formuler des propositions pour répondre aux attentes fortes des Français en matière d'accès à la santé alors que près de 7 millions de nos concitoyens n'ont pas de médecin traitant, dont 600 000 en affection longue durée. Ils ont remis leur position commune le 17 octobre, moins de deux semaines après le lancement du CNR santé, le 3 octobre au Mans. [Lire sur le site du Ministère](#).

L'avenir de notre système de santé

Lors de sa dernière émission, le 17 octobre 2022, *Solidarités TV*, la chaîne créée sur YouTube par l'Uniopss s'est intéressée à l'avenir des politiques de la santé. Si l'on évoque bien souvent la crise de l'hôpital et l'épuisement des personnels, la problématique de l'accès aux soins des populations les plus fragiles, des inégalités en santé mais aussi de la prévention, pose de plus en plus question. 20 ans après le vote de la loi du 4 mars 2002 sur la "démocratie sanitaire", quels sont les leviers pour encourager la participation des personnes concernées ? Pourquoi et comment prendre en compte la parole des patients ? [Accédez au replay de l'émission du 17 octobre](#). [Retrouvez l'ensemble des émissions de la chaîne et abonnez-vous](#)

La Semaine Sécurité des Patients

La Semaine Sécurité des Patients se tiendra cette année du 21 au 25 novembre 2022. Pour rappel, elle est une campagne annuelle qui a pour objectif de sensibiliser l'ensemble des publics sur les enjeux de la sécurité des soins et de favoriser un dialogue entre les usagers et les professionnels de santé. Cette édition permettra de sensibiliser à la maîtrise du risque infectieux et aura pour slogan : "EIAS (événements indésirables associés aux soins) : les déclarer, les gérer pour progresser" Vous pourrez bien [sûr en savoir beaucoup plus sur le site de France Assos Santé Grand Est](#) mobilisé sur la Semaine.

Prévenir les discriminations dans la santé

L'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) et Migrations Santé Alsace proposent des ateliers au sujet de la prévention des discriminations dans le domaine de la santé. La prochaine session des ateliers territoriaux se déroulera au sein de la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch (CAVF), les 7 et 14 novembre 2022, de 13h30 à 17h, à l'hôtel de la CAVF (10 rue de Wendel, 57700 Hayange). [En savoir plus et vous inscrire](#)



LOGEMENT

Les Français et leur territoire de vie

Quelle expérience les Français, et parmi eux, ceux vivant dans un quartier en renouvellement urbain, ont-ils de leur quartier ? De leur logement ? C'est la question à laquelle l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine), en collaboration avec Harris Interactive, a souhaité répondre avec la publication du 2^{ème} baromètre annuel d'opinion "Quel regard les habitants portent-ils sur leur territoire de vie ? Quelles attentes expriment-ils à l'égard des pouvoirs publics et quelle vision ont-ils des enjeux associés à la mixité sociale ?".

En liens : [le rapport](#) ; [l'infographie](#).

Appel à projets

Piloté par la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) du Haut-Rhin lance [un appel à projets](#) à destination des associations du Haut-Rhin. Il est dédié à l'accompagnement social lié au logement (ASLL), l'aide à la gestion locative (AGL) et la lutte contre la précarité énergétique. Candidatez avant le 18 novembre !

La prise en compte des discriminations au sein des contrats de ville

Le Réseau RECI (réseau des centres de ressources sur l'intégration) a souhaité apporter un regard sur l'effectivité de la prise en compte des discriminations dans les contrats de ville 2015 – 2023. [La note qu'il vient de produire](#) (octobre 2022) ne prétend pas à l'exhaustivité, elle s'appuie sur les démarches d'accompagnement menées dans les territoires respectifs des membres du réseau, la participation à des temps d'échanges régionaux et nationaux et une veille documentaire sur le sujet. Cette publication est accompagnée de la mise à jour d' [une sélection de ressources bibliographiques](#).

INSERTION

Appel à projets

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) lance un appel à projets pour la mise en œuvre de sa politique d'insertion et d'accès à l'emploi en direction des bénéficiaires du revenu de solidarité active (rSa). Cet appel à projets a pour objectif de permettre la mise en œuvre en proximité d'une offre d'accompagnement adaptée, diversifiée et innovante, facilitant le retour à l'activité et à l'emploi des bénéficiaires du rSa. Les dossiers sont à saisir et à transmettre uniquement sous forme dématérialisée à partir du 1^{er} novembre sur le [portail des subventions](#), rubrique "Appel à projets : insertion et accès à l'emploi des BrSa".

Des réunions d'information concernant l'appel à projets seront organisées en visioconférence le 10 novembre de 10h à 12h pour les structures de l'accompagnement social, socioprofessionnel et professionnel, de 14h30 à 16h pour les Structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE). Vous pouvez vous inscrire par courriel à offre-insertion.emploi@alsace.eu.



ENVIRONNEMENT

Une crise et des engagements

Tension mondiale sur le marché de l'énergie, explosion du coût du prix du gaz et de l'électricité, inflation, dérèglement climatique,... nombreuses sont les préoccupations environnementales. Dans ce contexte de crise, 30 engagements à atteindre pour 2030 ont été débattus à la Collectivité européenne d'Alsace lors de la séance plénière du 20 octobre 2022 afin d'accélérer cette stratégie. [Découvrez-les en détails !](#)

Changement climatique : un appel à projets régional

Assèchement des cours d'eau, baisse du niveau des nappes, réduction des réserves fourragères, récoltes malmenées, baisse de production de certaines industries, etc. les conséquences du changement climatique sont nombreuses. Pour faire face aux épisodes de sécheresse qui risquent de se multiplier, la Région Grand Est vient d'adopter un "plan sécheresse". Initié en 2021, [l'appel à projets](#) "Changement climatique et impact sur les ressources en eau et les milieux naturels : anticiper le manque d'eau et les sécheresses" est pérennisé en 2022. Il permet d'accompagner les collectivités, agriculteurs, entreprises et associations.

Empreinte carbone

Lorsque l'on parle de réchauffement climatique, on parle également d'empreinte carbone. Que signifie cette notion et comment est-elle perçue du grand public ? Quel est son impact sur les modes de consommation ? Le cabinet Elabe a réalisé [un sondage](#) intitulé "Empreinte carbone : les attentes des Français". Cette enquête a été menée les 6 et 7 septembre 2022. [Lire l'article](#) sur le site de la Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est

Les forêts en danger

Le changement climatique, avec la récurrence d'épisodes de sécheresse favorisant les incendies (plus de 70.000 hectares sont partis en fumée cet été sur le territoire métropolitain) et la propagation des insectes xylophages, notamment les scolytes, met à mal la forêt française. Selon l'édition 2022 de l'[Inventaire forestier national](#), le taux de mortalité de la forêt a augmenté de 54% en une décennie. Les forêts de la région Grand Est sont les plus touchées. [Lire l'article](#).

Les départements ont plutôt favorablement accueilli la stratégie de lutte contre les incendies de forêt dévoilée par Emmanuel Macron le 28 octobre. Cette stratégie repose sur la prévention, la modernisation du matériel et une gestion durable de la forêt. [Lire l'article](#).

Des territoires intelligents et durables

Les cinq lauréats de l'appel à projets (AP) "territoires intelligents et durables" ont été dévoilés le 25 octobre 2022. Parmi ceux-ci, la région Grand Est qui a choisi de travailler sur "l'hypervision", avec des centres de contrôle visant à faciliter la gestion de l'éclairage public, le stationnement, la relation citoyen, la signalisation, l'eau ou la collecte des déchets... La Région va créer "deux démonstrateurs" et déployer un dispositif d'accompagnement et de montée en compétence des collectivités. [Lire l'article](#).

Sortie du Traité sur la charte de l'énergie

La France se prépare à sortir du Traité sur la charte de l'énergie (TCE) qui fait obstacle à la transition énergétique. L'annonce a été faite le 21 octobre, en marge du sommet du Conseil européen. Ce traité hérité des années 1990 offre la possibilité aux investisseurs du secteur énergétique de déclencher des poursuites auprès de tribunaux privés d'arbitrage contre des Etats quand ces derniers prennent des mesures qui nuisent à leurs intérêts.

Les travaux du CESER Grand Est, de l'Unaf et des Udaf

✓ Le CESER Grand Est a adopté et publié en ce mois d'octobre plusieurs rapports, avis et contributions que vous retrouverez ici en liens : l'Avis [Modulation régionale de la fraction de l'accise sur les énergies](#) (13 octobre 2022) ; la [Contribution au Plan Régional de Santé](#) auquel on joint [l'intervention de la CFDT](#) (13 octobre 2022) ; [l'Avis, le Rapport](#) et [la Synthèse sur la Bio économie](#) auquel on joint [l'intervention de la CFDT](#) (13 octobre 2022) ; le [Tableau de bord n°18](#) incluant le [Diaporama Conjoncture Economique et Sociale](#) .

✓ En ce mois d'octobre, l'Unaf a publié un nouveau [Réalités Familiales sur la protection juridique des majeurs vulnérables](#) et leur accès à la citoyenneté.

✓ L'Udaf Bas-Rhin a publié sa dernière [Fiche info santé](#) et le bulletin [Informations familiales et sociales](#), avec d'autres informations qui ne figurent pas dans ce Panorama.

L'Unaf, les Udaf et Uraf, experts de la réalité de la vie des familles depuis 1945